



COMISION NACIONAL DE DERECHOS HUMANOS

G A C E T A

México, D.F. 1º de Agosto de 1990. 90 / 0



La Igualdad. En 1789. Exposition Reprise par Intermedia/AF.A.A. Ministère des Affaires Étrangères. Paris, 1988. Archivio General de la Nación, Biblioteca

**LA CNDH SE ESTABLECE
COMO DEFENSORIA,
PROCURADURIA Y
OMBUDSMAN DE DERECHOS
HUMANOS, PERO CON RAICES
MUY NUESTRAS: JORGE
CARPIZO..... Pág. 4**

**"PROTEGER LOS
DERECHOS HUMANOS
NO ES UNA CONCESION A
LA SOCIEDAD, ES LA
PRIMERA OBLIGACION
QUE TIENE EL GOBIERNO
MEXICANO": Carlos Salinas
de Gortari.....Pág. 2**

**EL CONSEJO DE LA CNDH ESTÁ INTEGRADO
POR MEXICANOS DE RECONOCIDO
PRESTIGIO..... Pág. 25**

**DECRETO POR EL QUE SE CREA
LA CNDH..... Pág. 6**

**REGLAMENTO INTERNO DE LA
CNDH..... Pág. 9**



**DÉCLARATION
DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN,**
Décretée par l'Assemblée Nationale dans les séances des 20
21, 23 et 26 août 1789.
approuvée par le Roi.

PRÉAMBULE

Les représentants du peuple Français, réunis en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des maux publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme ; afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, trouvant toujours au maintien de la constitution et du bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée nationale reconnoît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER.

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II.

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme ; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

III.

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation, nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

IV.

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme, n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits ; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

V.

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

VI.

La loi est l'expression de la volonté générale ; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation ; elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

VII.

Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

VIII.

La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

IX.

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

X.

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI.

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement ; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

XII.

La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

XIII.

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

XIV.

Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

XV.

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

XVI.

Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

XVII.

Les propriétés étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

AUX REPRÉSENTANS DU PEUPLE FRANÇOIS.

EXPLICATION DE L'ALLEGORIE.

Une femme assise à gauche, tenant un miroir, représente la Nation, qui se voit elle-même dans le miroir de la Loi. Elle est couronnée de lauriers, et son front est orné de la couronne de la Liberté. Elle est assise sur un globe, et son pied est sur un caducée. Elle est entourée de rayons de lumière, et son front est couronné de lauriers. Elle est assise sur un globe, et son pied est sur un caducée. Elle est entourée de rayons de lumière, et son front est couronné de lauriers.

Première affiche de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, apposée sur les murs de Paris en Octobre 1789.

EDITORIAL

En su calidad de órgano oficial de difusión de la Comisión Nacional de Derechos Humanos, La Gaceta pretende constituirse en una publicación que establezca un diálogo permanente entre los ciudadanos interesados en promover el respeto a los derechos humanos y las instancias gubernamentales encargadas del cumplimiento de las leyes, especialmente de las garantías individuales consagradas en nuestra Carta Magna.

La Gaceta no será un órgano burocrático y deshumanizado que informará con criterio estadístico sobre el estado de los derechos humanos en México. Más bien tratará de establecer un flujo multidireccional de opiniones, informaciones y hechos, e incluso podría convertirse en un foro abierto para toda clase de polémicas serias y constructivas.

Para bien del pueblo mexicano y para la salud del Estado, esperamos cumplir con nuestro compromiso inicial durante toda la existencia de esta Gaceta.

Dr. Jorge Carpizo
Presidente de la CNDH.

INTERVENCIONES DURANTE LA INSTALACION DE LA CNDH

Durante la inauguración de la Comisión Nacional de Derechos Humanos, el pasado 6 de junio, personalidades políticas relevantes de nuestro país, incluyendo al propio C. Presidente de la República, expusieron valiosos puntos de vista en sendos discursos, los cuales resumiremos a continuación:

El Lic. Carlos Salinas de Gortari, orador en este histórico acontecimiento, dijo, entre otras cosas que:

“Nuestra convivencia civilizada es inconcebible sin el respeto general, público y efectivo de los Derechos Humanos que otorga la Constitución. Sabemos que tenemos que avanzar más, y más rápido en esta dirección es lo que exigen todos los mexicanos”.

A continuación manifestó que: “no ignoramos que el pleno ejercicio de los derechos humanos exige condiciones materiales que debemos generar colectivamente y distribuir con justicia. De ahí la importancia de la recuperación económica y de ahí la trascendencia del Programa Nacional de Solidaridad”.

Después de detallar brevemente algunos antecedentes históricos, el Presidente subrayó que “...defender los derechos humanos es entrar a la modernización. La nuestra es una modernización para la libertad, se reconoce en nuestra historia y conjunta las acciones de hoy para satisfacer los objetivos de siempre”.

“En el mundo, en el que nos proponemos participar con mayor intensidad, la adhesión a los derechos humanos ha sorprendido predicciones que veían en creencias, prácticas y antagonismo muros intransitables a la voluntad de los pueblos. El apego a estos derechos ha sido, sin duda, un poderoso motor del cambio que afecta a todas las naciones y que

permea profundamente a la opinión mundial. Para México, las raíces de su vocación libertaria y su aspiración de ser parte de la nueva configuración mundial, lo impulsa naturalmente a participar en la defensa mundial de los derechos humanos, de los mexicanos en el país y también en el extranjero y, sobre todo, reunir un nuevo esfuerzo decidido por asegurar su ejercicio efectivo entre nosotros”.

El Primer Mandatario destacó la necesidad de complementar la acción gubernamental con la participación civil, por lo que expresó que:

“Necesitamos sumar voluntades para que un moderno ejercicio de la autoridad se traduzca en una respuesta efectiva contra cualquiera que obstaculice o violente las garantías individuales, particularmente a la población más necesitada y por eso más vulnerable”. A continuación reiteró su compromiso de poner los derechos ciudadanos por encima de los compromisos políticos, cuando dijo que: “Proteger los derechos humanos no es una concesión a la sociedad, es la primera obligación que tiene el gobierno mexicano”.

El Lic. Salinas no podía omitir la delicada cuestión del narcotráfico, dada la íntima relación entre esta actividad y los derechos humanos. En relación con éste problema, concluyó la segunda parte de su discurso diciendo que:

“Reconocemos al narcotráfico como problema de dimensión global, y por eso reiteramos que se requiere la cooperación internacional en su combate; por eso la reforzaremos. Pero reiteró, para combatir al narcotráfico no vamos a crear otra amenaza mayor al interior del Estado o en parte alguna de la sociedad; no consentiremos nunca que para hacer acatar la ley se viole la ley misma”.

Por otra parte, solicitó al Presidente de la Comisión que concentrara su atención en: "... un asunto que no debemos condonar, el asesinato de la Doctora Normo Corona. Este es un crimen aberrante, que no puede quedar impune".

También el Presidente aprovechó la ocasión para reiterar la postura de su régimen, para el cual la promoción de los derechos humanos se ha convertido en un compromiso permanente.

"Las cosas en México ya no serán como antes. Enfrentaremos las nuevas amenazas a los derechos humanos, provengan de donde provengan. El nuevo ánimo social y, el propósito del Estado reformado es el apego a la ley; el de las responsabilidades cumplidas y compartidas".

"Que no quepa duda: la línea política del Gobierno de la República es defender los derechos humanos y sancionar a quien los lastime; es acabar tajantemente con toda forma de impunidad. México, el Gobierno, no convalida ninguna violación a las libertades que consagra la constitución".

Finalmente concluyó que:

"En un país de casi 85 millones de habitantes, es imposible evitar totalmente que ocurran violaciones a las garantías de las personas o grupos. Ningún sistema puede hacerlo. Pero sí podemos asegurar que se investigarán y perseguirán todas las reclamaciones; que se sancionará a los culpables de acuerdo al procedimiento de la ley, sea quien sea y hasta sus últimas consecuencias. Nadie por encima de la ley. No a la impunidad".

"La acción que hoy tomamos es un ejemplo del compromiso gubernamental de dar la más alta prioridad a las garantías individuales y sociales. Estoy seguro que haremos, todos, el mejor esfuerzo en esta causa popular y nacio-

nal. Confirmemos así, con intensa labor y con el constante mejoramiento de las instituciones que nos hemos dado, que construir un México mejor para nuestros hijos ha de pasar por la certidumbre de la mejor protección a los derechos y libertades de todos los mexicanos".

El C. **Fernando Gutiérrez Barrios**, Secretario de Gobernación, dijo en su breve alocución que:

"Los días que vive el hombre de hoy constituyen momentos decisivos y determinantes, son momentos de indiscutible oportunidad histórica que nos estimulan para delinear con inteligencia y voluntad el perfil del modelo social, económico y político que nos permitirá enfrentar con éxito los desafíos que nos depara el milenio que está por arribar".

Como titular de la dependencia del Ejecutivo más estrechamente ligada a la problemática de los derechos humanos, Gutiérrez Barrios informó que... "México ha sido siempre tierra de libertades. Esta premisa fundamental llevó a considerar una participación más activa del Estado en su promoción y defensa como parte central del proceso modernizador del país. Por ello, desde el inicio de la presente administración, se creó la Dirección General de Derechos Humanos en el ámbito de la Secretaría de Gobernación, dirección que hasta hoy, ha tenido encomendada la preservación y respeto a las garantías individuales y a los derechos sociales establecidos en nuestra ley fundamental".

"Interés singular se ha tenido por el asilo político de antigua y respetada tradición, así como también por la nueva figura migratoria del 'refugiado', que habrá de integrarse en las reformas que se hará a la ley general de población".

También dijo que:

"Es responsabilidad del Estado mexicano cuidar el orden, la paz, la seguridad, la estabi-

lidad y la tranquilidad social del país, salvaguardando al mismo tiempo el ejercicio de las garantías individuales y la plena vigencia del estado de derecho y del principio de legalidad”.

En el discurso del Secretario de Gobernación hubo la obligada mención de las relaciones de nuestro país con los organismos internacionales interesados en los derechos humanos.

“México es así, congruente con sus mejores tradiciones históricas. La Declaración Universal de los Derechos Humanos promulgada en París en 1948 por la Organización de las Naciones Unidas, y que constituye la carta magna de la dignidad y el enaltecimiento del hombre, se encuentra ya prefigurada en el ideario de Morelos y en el articulado de la Constitución de 1917. Por ello, cabe a nuestro país el mérito de ser vanguardia en el pensamiento progresista y democrático de toda la humanidad”.

“La Comisión Nacional de Derechos Humanos que hoy surge, representa para el gobierno de la República una legítima satisfacción, por que interpreta fielmente la doctrina de nuestra Constitución, documento jurídico de avanzada, en el que se conjugan los derechos civiles y políticos con los derechos sociales, económicos y culturales”.

Muy a tono con la erudición que lo caracteriza, el Dr. **Jorge Carpizo** inició su discurso con una breve reseña histórica:

“En la historia del México independiente hay una preocupación constante por la protección de los derechos humanos, desde Hidalgo decretando la abolición de la esclavitud -efectuado antes sólo por Francia-, pasando por Morelos, los grandes debates en favor de las garantías individuales en el Constituyente de 1856-1857, los diversos planes de la Revolución Mexicana, el nacimiento de la primera declaración constitucional de las garantías sociales

hasta las últimas reformas constitucionales para ampliar la protección de estos derechos y asegurar su mejor eficacia procesal. Estas ideas, estas realidades y estas normas configuran parte de un proyecto nacional claro y definido en la ley fundamental: el liberalismo social que permea, impulsa, proyecta y fortalece la protección de los derechos humanos”.

Como experto en jurisprudencia, el Dr. Carpizo no quiso pasar por alto las implicaciones jurídicas de la creación de la Comisión:

“El marco de referencia y de acción de la Comisión Nacional de Derechos Humanos está bien definido: la Constitución Política y su proyecto nacional en esta materia, las leyes respectivas, los tratados y convenios internacionales suscritos por México y el decreto presidencial que la crea, la organiza y con precisión señala cuales son sus facultades, sin duplicar órganos ni competencias ya existentes”.

“Se incorpora como Secretaría Técnica del Consejo de la Comisión Nacional, la Dirección General de Derechos Humanos de la Secretaría de Gobernación de la cual recogemos sus positivas experiencias y a partir de ellas edificaremos esta nueva etapa de la defensa de los derechos humanos en México”.

“La Comisión Nacional que hoy crea el Presidente de la República, se asemeja en algunos aspectos a lo que en otros países, recientemente se ha establecido como Defensoría, Procuraduría ó Ombudsman de Derechos Humanos, pero con raíces muy nuestras de acuerdo con la realidad y nuestra tradición”.

El Dr. Carpizo finalizó su exposición haciendo una solemne promesa: “Desempeñaremos este honroso cargo con toda responsabilidad, sin ninguna confusión de cuáles son nuestras atribuciones. Somos concientes de que para que la sociedad nos crea y se percate de que esta defensa de los derechos humanos va en serio, muy en serio, se necesitarán resultados y

más resultados. Efectividad y diligencia. Todos nuestros esfuerzos y convicciones se dirigen y encaminan a obtenerlos”.

El C. Luis Ortiz Monasterio, actual Secretario Técnico de la Comisión Nacional de Derechos Humanos informó acerca de las bases legales y administrativas sobre las que descansa la Comisión de Derechos Humanos. A continuación transcribimos sus palabras:

“Esta Comisión, para el mejor desempeño de sus responsabilidades, contará con un Consejo General integrado por personas de reconocido prestigio”.

“Este consejo de referencia, será un Cuerpo Colegiado que estudiará y analizará de manera permanente la problemática de respeto y defensa de los derechos humanos en el país, así como de los mexicanos que se encuentran en el extranjero, proponiendo ante el Jefe del Poder Ejecutivo las directrices y lineamientos oportunos y adecuados para su prevención y tutela”.

“Para la adecuada realización de sus responsabilidades, el Consejo se apoyará en un Secretario Técnico, que será designado por el Presidente de la República”.

“La Comisión Nacional de Derechos Humanos será el órgano responsable de proponer y vigilar el cumplimiento de la política nacional en esta materia, coordinándose además con la Secretaría de Relaciones Exteriores, en lo que se refiere a la salvaguarda de los derechos de los extranjeros que se encuentren en el territorio nacional”.

“Elaborará y ejecutará los programas de atención y seguimiento a los reclamos sociales sobre derechos humanos; propondrá programas preventivos en esta materia, en los ámbitos jurídico, educativo y cultural, formulará programas y propondrá acciones que impulsen el cumplimiento de los tratados, convenios y acuerdos internacionales, signados por nues-

tro país”.

“El Presidente de la Comisión tendrá entre otras facultades la de ejercer las atribuciones que el Decreto le confiere, coordinándose en su caso con las autoridades competentes. También definirá las políticas y lineamientos para la coordinación con las autoridades y organismos nacionales e internacionales, informando al Presidente de la República sobre el desempeño de sus funciones y en general de los resultados que se obtengan sobre protección de los derechos humanos en el país”.

“En el ejercicio de sus funciones, el Presidente de la Comisión se auxiliará de un Secretario Ejecutivo que tendrá entre otras facultades la de ejecutar y dar seguimiento a los acuerdos que dicte el Presidente de la Comisión, así como de los que emanen del Consejo, proponiendo los mecanismos y procedimientos de coordinación con los Poderes y diferentes instancias de gobierno para llevar a cabo las actividades de la Comisión”.

“La Comisión contará además con un Visitador, que dependerá del Presidente de la misma y se encargará de promover y fortalecer las relaciones con organismo públicos, sociales y privados, nacionales e internacionales, haciendo esto último de manera coordinada con la Secretaría de Relaciones Exteriores”.

“El Visitador diseñará y desarrollará canales de comunicación y colaboración con la sociedad, denunciando ante las autoridades competentes los actos relacionados con posibles violaciones a los derechos humanos”.

“Por todo lo anterior, con la expedición de este Decreto, publicado el día de hoy en el Diario Oficial de la Federación, los recursos con que actualmente cuenta la Dirección General de Derechos Humanos de la Secretaría de Gobernación, pasarán a formar parte del órgano descentralizado que se crea a través de este ordenamiento legal”.

PODER EJECUTIVO

SECRETARIA DE GOBERNACION

DECRETO por el que se crea la Comisión Nacional de Derechos Humanos como un órgano desconcentrado de la Secretaría de Gobernación.

Al margen un sello con el Escudo Nacional, que dice: Estados Unidos Mexicanos.- Presidencia de la República.

CARLOS SALINAS DE GORTARI, Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos, en ejercicio de la facultad que me confiere el Artículo 89, Fracción I de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos y con fundamento en los artículos 17 y 27 de la Ley Orgánica de la Administración Pública Federal,

CONSIDERANDO

Que el Estado democrático moderno es aquel que garantiza la seguridad a sus ciudadanos y aquellos extranjeros que se encuentren en su territorio, respeta y hace respetar la ley, reconoce la pluralidad política y recoge la crítica, alienta a la sociedad civil, evita que se exacerbén los conflictos entre grupos y promueva la eficacia en sus relaciones con las diversas organizaciones políticas y sociales.

Que es obligación del Estado Mexicano preservar el orden, la paz y la estabilidad social del país, salvaguardando el pleno ejercicio de las garantías individuales y la vigencia del principio de legalidad en la ejecución de las atribuciones de los órganos de gobierno.

Que es facultad del Poder Ejecutivo Federal la determinación de las políticas que aseguren la convivencia civilizada, el orden y la paz interna, bajo los principios de respeto al Estado de Derecho y a los que garantizan la armonía y cooperación internacionales.

Que la definición de políticas en materia de derechos humanos se encuentra históricamente contenida en la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, como garantías individuales y garantías sociales.

Que la observancia de políticas encaminadas al cumplimiento de los derechos humanos, requiere la atención y respuesta al más alto nivel.

Que a la Secretaría de Gobernación le corresponde conducir la política interior que compete al Ejecutivo Federal, incluyendo la coordinación y ejecución de acciones dirigidas a promover la salvaguarda de las garantías individuales.

Que atendiendo a dichos planteamientos se ha considerado conveniente crear un órgano desconcentrado, adscrito al ámbito de competencia de la Secretaría de Gobernación, con atribuciones en materia de derechos humanos, he tenido a bien expedir el siguiente

DECRETO

ARTICULO PRIMERO.- Se crea la Comisión Nacional de Derechos Humanos como un órgano desconcentrado de la Secretaría de Gobernación. La Comisión estará adscrita directamente al titular de la dependencia.

ARTICULO SEGUNDO.- La Comisión Nacional de Derechos Humanos será el órgano responsable de promover y vigilar el cumplimiento de la política nacional en materia de respeto y defensa a los derechos humanos. Con este propósito instrumentará los mecanismos necesarios de prevención, atención y coordinación que garanticen la salvaguarda de los derechos humanos de los mexicanos y de los extranjeros que se encuentren en el territorio

nacional; esto último, en coordinación con la Secretaría de Relaciones Exteriores.

ARTICULO TERCERO.- Para cumplir con las responsabilidades a que se refiere el artículo anterior, la Comisión Nacional de Derechos Humanos tendrá las siguientes atribuciones:

I. Proponer la política nacional en materia de respeto y defensa de los derechos humanos;

II. Establecer los mecanismos de coordinación que aseguren la adecuada ejecución de la política nacional de respeto y defensa de los derechos humanos.

III. Elaborar y ejecutar los programas de atención y seguimiento a los derechos humanos;

IV. Elaborar y proponer programas preventivos en materia de derechos humanos, en los ámbitos jurídico, educativo y cultural para la Administración Pública Federal;

V. Representar al Gobierno Federal ante los organismos nacionales y, en coordinación con la Secretaría de Relaciones Exteriores, ante los internacionales, en cuestiones relacionadas con la promoción y defensa de los derechos humanos;

VI. Formular programas y proponer acciones que impulsen el cumplimiento dentro del territorio nacional de los tratados, convenios y acuerdos internacionales signados por nuestro país.

ARTICULO CUARTO.- La Comisión Nacional de Derechos Humanos estará a cargo de un Presidente que será nombrada por el Titular del Ejecutivo Federal.

ARTICULO QUINTO.- El Presidente de la Comisión tendrá las siguientes facultades:

I. Ejercer las atribuciones que este Decreto confiere a la Comisión, coordinándose, en su caso, con las demás autoridades que resulten competentes;

II. Coordinar los trabajos de la Comisión así como del Consejo a que se refiere el artículo

siguiente;

III. Instrumentar, ejecutar y vigilar la aplicación de las políticas que se establezcan en la materia;

IV. Definir las políticas y lineamientos para la coordinación con las instancias y organismos nacionales e internacionales relacionados con los derechos humanos,

V. Informar semestralmente al Presidente de la República sobre el desempeño de las funciones de la Comisión y, en general, de los resultados de las acciones de protección de los derechos humanos en el país;

VI. Solicitar de acuerdo con las disposiciones legales aplicables a cualquier autoridad del país la información sobre posibles violaciones de los derechos humanos, que requiera para el eficaz desempeño de sus funciones;

VII. Hacer las recomendaciones y en su caso observaciones que resulten pertinentes a las autoridades administrativas del país sobre violaciones a los derechos humanos;

VIII. Las demás que le confieran expresamente otras disposiciones legales y reglamentarias.

ARTICULO SEXTO.- Para el mejor desempeño de sus responsabilidades, la Comisión contará con un Consejo.

El Consejo estará integrado por aquellas personas que gocen de reconocido prestigio en la sociedad y sean invitadas a tal efecto por el Ejecutivo Federal, por conducto del Presidente de la Comisión, así como por aquellos servidores públicos que determine el propio Ejecutivo.

El cargo de los miembros del Consejo será honorario.

El Consejo será un cuerpo colegiado de examen y opinión de la problemática del respeto y defensa de los derechos humanos en el país y de los mexicanos en el extranjero, con el propósito de proponer al Presidente de la Comisión las directrices y lineamientos que se estimen pertinentes para su adecuada prevención y tutela.

Para la adecuada realización de sus res-

ponsabilidades, el Consejo se apoyará en un Secretario Técnico designado por el Presidente de la República.

ARTICULO SEPTIMO.- En el ejercicio de sus funciones el Presidente de la Comisión se auxiliará de un Secretario Ejecutivo que tendrá las siguientes funciones:

I. Someter a la consideración del Presidente de la Comisión los programas de trabajo del órgano;

II. Ejecutar y dar seguimiento a los acuerdos que dicte el Presidente de la Comisión, así como a los que emanen del Consejo;

III. Proponer los mecanismos y procedimientos de coordinación con los poderes y los diferentes órganos de gobierno que resulten necesarios para llevar a cabo las funciones de la Comisión;

IV. Las demás que le señale el Presidente de la Comisión.

ARTICULO OCTAVO.- La Comisión Nacional de Derechos Humanos contará asimismo con un visitador que dependerá del Presidente de la Comisión y que tendrá las siguientes funciones:

I. Promover y fortalecer las relaciones de la Comisión con organismos públicos, sociales y privados, nacionales e internacionales; esto último en coordinación con la Secretaría de Relaciones Exteriores;

II. Diseñar, proponer y desarrollar canales de comunicación y colaboración con la sociedad y en las tareas de respeto y defensa de los derechos humanos;

III. Representar al Presidente de la Comisión en todos aquellos actos relacionados con el desahogo de las funciones del órgano;

IV. Denunciar ante las autoridades competentes los actos de que conozca que puedan

comportar violaciones a los derechos humanos;

V. Las demás que le encomiende expresamente el Presidente de la Comisión.

TRANSITORIOS

ARTICULO PRIMERO.- El presente Decreto entrará en vigor el día siguiente de su publicación en el Diario Oficial de la Federación.

ARTICULO SEGUNDO.- Se reforma el Artículo 2o. del Reglamento Interior de la Secretaría de Gobernación, para quedar en los siguientes términos:

“Artículo 2o.- ...
Secretario
Subsecretario de Gobierno y Desarrollo Político...”

ARTICULO 3o.- Se deroga el Artículo 15 del Reglamento Interior de la Secretaría de Gobernación, así como las demás disposiciones que se opongan a lo dispuesto por este Decreto.

ARTICULO 4o.- Los recursos con que actualmente cuenta la Dirección General de Derechos Humanos de la Secretaría de Gobernación pasarán a formar parte del órgano desconcentrado que se crea por este ordenamiento.

Dado en la Residencia del Poder Ejecutivo Federal, en la Ciudad de México, Distrito Federal, a los cinco días del mes de junio de mil novecientos noventa.- Carlos Salinas de Gortari.- Rúbrica.- El Secretario de Gobernación, Fernando Gutiérrez Barrios.- Rúbrica.- El Secretario de Relaciones Exteriores, Fernando Solana Morales.- Rúbrica.

REGLAMENTO INTERNO

DE LA CNDH

TITULO I.

DEFINICIONES, FINES Y ATRIBUCIONES DE LA COMISION.

CAPITULO UNICO

ARTICULO 1o.- La Comisión Nacional de Derechos Humanos es el órgano desconcentrado adscrito a la Secretaría de Gobernación, responsable de vigilar el acatamiento a las normas que consagran los Derechos Humanos, cuya definición se encuentra contenida en la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos como garantías individuales y sociales, y en las convenciones y tratados internacionales suscritos por México.

La Comisión Nacional es también un órgano de la Sociedad y defensor de ésta.

ARTICULO 2o.- Los Derechos Humanos son los inherentes a la naturaleza humana, sin los cuales no se puede vivir como ser humano.

ARTICULO 3o.- La Comisión tendrá la competencia para intervenir en los siguientes casos:

A) Violaciones administrativas, vicios en los procedimientos y delitos que lesionen a una persona o a un grupo, que sean cometidos por una autoridad o servidor público.

B) Violaciones administrativas, vicios en los procedimientos y delitos que lesionen a una persona o a un grupo, cometidos por otros agentes sociales, cuya impunidad provenga de la anuencia o la tolerancia de alguna autoridad o servidor público, y

C) En los casos a que se refieren los dos incisos anteriores, por negligencia imputable a alguna autoridad o servidor público.

ARTICULO 4o.- La Comisión no tendrá competencia para intervenir en los siguientes casos:

I. En sentencias definitivas y en aspectos jurisdiccionales de fondo.

II. En conflictos laborales en los que exista una controversia individual o colectiva entre trabajadores y patrón y que ésta sea de competencia jurisdiccional.

Sí tendrá competencia en conflictos laborales donde intervenga alguna autoridad administrativa y supuestamente se hayan violado garantías individuales y sociales.

III. En la calificación de elecciones, función que corresponde a los órganos jurisdiccionales o a los Congresos locales y federal. Sí podrá intervenir en caso de violación a las garantías individuales establecidas en la Constitución que se cometan durante los procesos comiciales.

La intervención a que se refiere el párrafo anterior, deberá darse antes de que los organismos competentes emitan su resolución definitiva.

ARTICULO 5o.- Son atribuciones de la Comisión Nacional de Derechos Humanos:

I. Proponer la política nacional en materia de respeto y defensa a los Derechos Humanos;

II. Establecer los mecanismos de coordinación que aseguren la adecuada ejecución de la política nacional de respeto y defensa de los Derechos Humanos;

III. Elaborar y ejecutar los programas de atención y seguimiento a los reclamos sociales sobre Derechos Humanos;

IV. Elaborar y proponer programas preventivos en materia de Derechos Humanos, en los ámbitos jurídico, educativo y cultural para la Administración Pública Federal;

V. Apoyar y asesorar técnicamente, cuando así se le solicite, a las autoridades estatales y municipales en la constitución y funcionamiento de las comisiones de protección a los derechos que las mismas creen;

VI. Establecer convenios de colaboración con los organismos gubernamentales de las entidades federativas encargadas de la protección y defensa de los Derechos Humanos;

VII. Proponer acciones dirigidas a la protección de los derechos fundamentales de los mexicanos que radican en el exterior y de los extranjeros en el territorio nacional;

VIII. Establecer canales de comunicación permanente con las organizaciones no gubernamentales nacionales e internacionales en materia de Derechos Humanos;

IX. Proponer las reformas, adiciones o nuevos instrumentos jurídicos que se juzguen indispensables en materia de protección y defensa de los Derechos Humanos, ante las instancias competentes;

X. Representar al Gobierno Federal ante los organismos nacionales y, en coordinación

con la Secretaría de Relaciones Exteriores, ante los internacionales, en cuestiones relacionadas con la promoción y defensa de los Derechos Humanos;

XI. Formular programas y proponer acciones que impulsen el cumplimiento dentro del territorio nacional de los tratados, convenios y acuerdos internacionales signados por nuestro país, y

XII. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

TITULO II.

DE LOS ORGANOS DE LA COMISION.

CAPITULO UNICO.

ARTICULO 6o.- *Son órganos de la Comisión:*

I. El Presidente;

II. El Consejo;

III. El Secretario Técnico del Consejo;

IV. El Secretario Ejecutivo, y

V. El Visitador.

TITULO III

DE LAS ATRIBUCIONES DE LOS ORGANOS DE LA COMISION.

CAPITULO I.

DEL PRESIDENTE DE LA COMISION.

ARTICULO 7o.- El Presidente de la Comisión es designado por el Presidente de la República, como autoridad ejecutiva responsable de la Comisión.

ARTICULO 8o.- Son facultades del Presidente de la Comisión;

I. Ejercer las atribuciones que el Decreto de creación confiere a la Comisión, coordinándose, en su caso, con las distintas autoridades que resulten competentes;

II. Coordinar los trabajos de la Comisión y los del Consejo;

III. Instrumentar, ejecutar y vigilar la aplicación de las políticas que en el ámbito Federal se establezcan en la materia competencia de la Comisión.

IV. Definir las normas para la coordinación con las instancias y organismos nacionales e internacionales relacionados con los Derechos Humanos;

V. Informar semestralmente al Presidente de la República sobre el desempeño de las funciones de la Comisión y en general, de los resultados de las acciones de protección de los Derechos Humanos en el país. Este informe se hará público de inmediato;

VI. Solicitar a cualquier autoridad del país, de acuerdo con las disposiciones legales aplicables, la información que requiera sobre posibles violaciones a los Derechos Humanos, y escucharlos personalmente cuando fuere el caso;

VII. Hacer las recomendaciones y, en su caso, las observaciones que resulten pertinentes a las autoridades del país por violaciones a los Derechos Humanos;

VIII. Proponer al Presidente de la República el nombre de la persona que deba fungir como Secretario Técnico del Consejo;

IX. Designar a las personas que deban ocupar los cargos de Secretario Ejecutivo y Visitador de la Comisión;

X. Convocar a los miembros del Consejo, en los términos del Artículo 9o., o cuando lo estime necesario a encuentre fundada la petición que en tal sentido le hicieren los

miembros de éste;

XI. Nombrar a las personas que habrán de fungir como titulares de las diferentes unidades administrativas de la Comisión, así como dirigir y coordinar las labores de éstas últimas por sí o a través de las personas que designe;

XII. Establecer las relaciones con las Comisiones Estatales de Derechos Humanos;

XIII. Informar puntualmente de las actividades de la Comisión de la misma y,

XIV. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO II.

DEL CONSEJO.

ARTICULO 9o.- El Consejo es el órgano integrado por diez miembros con carácter honorífico, el Presidente y el Secretario técnico, facultado para establecer las políticas y lineamientos generales de actuación de la propia Comisión en materia de Derechos Humanos en el país, de los nacionales que residan en el exterior así como de los extranjeros en México.

El Consejo funcionará en sesiones ordinarias y extraordinarias, y tomará sus decisiones por mayoría de votos de sus miembros presentes. Las sesiones se verificarán cuando menos una vez al mes. Los miembros actuarán con voz y voto.

Los miembros del Consejo serán designados por el Presidente de la República, durarán tres años y podrán ser redesignados.

ARTICULO 10.- El Consejo tendrá las siguientes facultades:

I. Formular para la ejecución del Presidente de la Comisión, las directrices y lineamientos que considere pertinentes para la prevención, vigilancia y protección de los Derechos Humanos en el país y de los nacionales que residan en el extranjero;

II. Establecer los términos generales de la propuesta de política nacional e internacional que en materia de Derechos Humanos la Comisión someterá a las autoridades competentes;

III. Establecer los lineamientos generales de actuación de la Comisión;

IV. Aprobar los reglamentos y normas de carácter interno relacionadas con la Comisión;

V. Solicitar, cuando menos tres de los miembros del Consejo, al Presidente de la

Comisión que convoque a sesión extraordinaria cuando estime que hay razones de importancia para ello;

VI. Opinar sobre el proyecto de informe semestral que el Presidente de la Comisión entregará al Presidente de la República;

VII. Cualquiera de los miembros del Consejo podrán pedir información adicional sobre los asuntos que esté tratando o haya resuelto la Comisión, y

VIII. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO III.

DEL SECRETARIO TECNICO.

ARTICULO 11.- El Consejo tendrá un Secretario Técnico, cuyas atribuciones son las siguientes:

I. Desarrollar las funciones que correspondan a un Secretario de Cuerpo Colegiado;

II. Preparar, de conformidad con las instrucciones del Presidente, la orden del día a que se someterán las sesiones ordinarias y extraordinarias del Consejo, participando en ellas con voz y voto;

III. Elaborar las actas de las sesiones del Consejo;

IV. Proponer al Presidente de la Comisión y coordinar las publicaciones y programas de divulgación en medios masivos de comunicación, a través de los cuales se difunda lo relativo a la naturaleza, prevención y protección de los Derechos Humanos;

V. Formular y ejecutar los programas de capacitación que en materia de Derechos Humanos se hubieren aprobado;

VI. Establecer los programas necesarios para garantizar la vigilancia de los Derechos Humanos; y

VII. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO IV.

DEL SECRETARIO EJECUTIVO

ARTICULO 12.- La Comisión contará con un Secretario Ejecutivo quien será desig-

nado por el Presidente de la misma. Las atribuciones del Secretario Ejecutivo serán:

- I. Proponer al Consejo y al Presidente de la Comisión las políticas generales que en materia de Derechos Humanos habrá de seguir la Comisión ante los organismos gubernamentales y no gubernamentales nacionales e internacionales, en los que México participe, quien las someterá a la aprobación del Presidente de la República y coordinará en su caso con la Secretaría de Relaciones Exteriores;
- II. Promover y fortalecer las relaciones de la Comisión con organismos públicos, sociales o privados, nacionales e internacionales, esto último en coordinación con la Secretaría de Relaciones Exteriores;
- III. Dictaminar sobre los tratados y convenciones que México deba suscribir, denunciar o ratificar en materia de Derechos Humanos;
- IV. Coordinar los estudios que realicen para el mejor funcionamiento de la propia Comisión, así como los que hayan de ser propuestos a los órganos gubernamentales, federales y locales;
- V. Preparar los proyectos e iniciativas de leyes y reglamentos que la Comisión haya de someter a los órganos competentes;
- VI. Presentar oportunamente al Presidente de la Comisión, y a los que emanen del Consejo;
- VII. Ejecutar y dar seguimiento a los acuerdos que dicte el Presidente de la Comisión, y a los que emanen del Consejo;
- VIII. Enriquecer y mantener la biblioteca y el acervo documental de la Comisión, y
- IX. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO V

DEL VISITADOR

ARTICULO 13.- La Comisión contará con un Visitador, quien dependerá directamente del Presidente de la Comisión y será nombrado por él. Son atribuciones del Visitador:

- I. Proporcionar atención a los individuos y grupos que denuncien la posible violación de Derechos Humanos;
- II. Asistir a los individuos y grupos canalizando aquellas quejas que no constituyan una violación a los Derechos Humanos a las instituciones competentes. Recibir quejas sobre posibles violaciones a los Derechos Humanos;

III. Iniciar de oficio las investigaciones que fueren necesarias para esclarecer la posible violación a los Derechos Humanos.

En el caso de las Fracciones II y III de este artículo, se seguirá el procedimiento que este Reglamento prevé en su Título V;

IV. Integrar los expedientes y recibir las pruebas que fueren rendidas por las partes en el procedimiento, y llevar a cabo las investigaciones que a su juicio fueren necesarias para esclarecer los hechos en cuestión;

V. Realizar las visitas que considere convenientes a fin de lograr el esclarecimiento de los hechos que se hubieren dado a conocer, o de los procedimientos que de oficio hubiere iniciado;

VI. Hacer del conocimiento de las autoridades competentes, previo acuerdo con el Presidente de la Comisión, los actos que puedan resultar violatorios a los Derechos Humanos;

VII. Elaborar el proyecto de recomendación o de observaciones que el Presidente de la Comisión presentará ante las autoridades competentes;

VIII. Realizar los estudios pertinentes para la mejor realización de sus funciones, y

IX. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

TITULO IV.

DE LAS DIRECCIONES GENERALES

CAPITULO I

DE LAS DISTINTAS DIRECCIONES GENERALES

ARTICULO 14.- Las Direcciones Generales prestarán su apoyo a los distintos órganos de la Comisión. Sus titulares estarán subordinados a ellos, y serán nombrados y removidos por el titular del órgano al cual se encuentren directamente adscritos, previo acuerdo con el Presidente.

ARTICULO 15.- Las Direcciones Generales de la Comisión serán las siguientes:

I. Dirección General de Administración;

II. Dirección General de Comunicación;

- III. Dirección General de Divulgación y Capacitación;
- IV. Dirección General de Asuntos Internacionales, Estudios, Proyectos y Documentación;
- V. Dirección General de Orientación, Quejas y Gestión, y
- VI. Dirección General de Procedimientos, Dictámenes y Resoluciones.

CAPITULO II

DE LA DIRECCION GENERAL DE ADMINISTRACION

ARTICULO 16.- La Dirección General de Administración dependerá del Presidente de la Comisión, y sus atribuciones serán:

- I. Someter a la consideración de su Presidente, el Presupuesto Anual de la Comisión;
- II. Planear, programar, presupuestar y evaluar, las actividades y tareas del personal adscrito a la Comisión;
- III. Adquirir, mantener y conservar los recursos materiales asignados a la Comisión;
- IV. Formular y actualizar el manual organizativo de la Comisión; y
- V. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones.

CAPITULO III

DE LA DIRECCION GENERAL DE COMUNICACION

ARTICULO 17.- La Dirección General de Comunicación de la Comisión tendrá las competencias siguientes:

- I. Analizar y proporcionar a la Comisión la información que proporcionan los medios de comunicación nacionales y extranjeros en materia de Derechos Humanos;
- II. Coordinar o auxiliar en la preparación y difusión de los programas informativos, y en las labores de relaciones públicas de la Comisión; y
- III. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO IV

DE LA DIRECCION GENERAL DE DIVULGACION Y

CAPACITACION

ARTICULO 18.- La Dirección General de Divulgación y Capacitación dependerá del Secretario Técnico del Consejo, siendo sus atribuciones:

I. Formular los programas a través de los cuales se difunda la enseñanza y promoción de los Derechos Humanos en los medios masivos de comunicación nacionales y extranjeros, y divulgarlos en coordinación con la Dirección General de Comunicación;

II. Establecer y someter a la consideración del Presidente, la política editorial de la Comisión;

III. Coordinar la participación, en los eventos académicos en los que haya de intervenir la Comisión;

IV. Planear y promover los programas de capacitación que para la prevención y defensa de los Derechos Humanos brinde la Comisión a funcionarios públicos o particulares, y

V. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO V

DE LA DIRECCION GENERAL DE ASUNTOS

INTERNACIONALES, ESTUDIOS, PROYECTOS Y

DOCUMENTACION.

ARTICULO 19.- La Dirección General de Asuntos Internacionales, Estudios, Proyectos y Documentación dependerá de la Secretaría Ejecutiva, con las siguientes competencias:

I. Llevar a cabo los estudios y proyectos que le fueren solicitados por el Presidente de la Comisión o por la Secretaría Ejecutiva;

II. Formular Dictámenes u opiniones respecto de los tratados o convenios internacionales de los que México sea o pueda ser parte, así como de otras cuestiones que le fueren sometidas;

- III. Formular las políticas que habrá de seguir la Comisión en la promoción y defensa de los Derechos Humanos en el ámbito del Derecho Internacional, a fin de someterlas a la aprobación de su Consejo y de su Presidente;
- IV. Proponer a la Secretaría Ejecutiva los mecanismos de promoción y fortalecimiento de las relaciones de la Comisión con los organismos públicos, sociales o privados encargados de las cuestiones relativas a los Derechos Humanos;
- V. Mantener al día el conjunto de materiales con base en los cuales la Secretaría Ejecutiva presentará al Presidente de la Comisión el proyecto de informe semestral que éste deberá rendir al Presidente de la República;
- VI. Formar y organizar una biblioteca y un acervo especializado en materia de Derechos Humanos, de consulta para los miembros de la Comisión y del público en general, y
- VII. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO VI

DE LA DIRECCION GENERAL DE ORIENTACION, QUEJAS Y GESTION.

ARTICULO 20.- La Dirección General de Orientación, Quejas y Gestión se encuentra adscrita al Visitador, con la siguientes atribuciones:

- I. Recibir las quejas o iniciar de oficio por instrucciones del Visitador, investigaciones sobre hechos que presumiblemente supongan una violación a los Derechos Humanos cometida en perjuicio de los residentes en el territorio nacional o de los mexicanos en el extranjero;
- II. Proporcionar información y asesoría a los individuos o grupos que la soliciten, respecto a los medios de defensa de los Derechos Humanos;
- III. Proponer al Presidente, por conducto del Visitador, los mecanismos que en cada paso permitan resolver las situaciones de violación de derechos o a que las personas se encuentran sometidas;
- IV. Realizar ante los organismos correspondientes las gestiones necesarias para prevenir posibles violaciones a los Derechos Humanos, ante situaciones concretas de amenazas ciertas;
- V. Asistir con asesoría a los individuos que habiendo interpuesto queja ante la Comisión Nacional, no hubieren puesto al conocimiento de ésta hechos constitutivos

de violaciones a los Derechos Humanos, y

VI. Las demás que le sea conferidas en otras disposiciones legales.

CAPITULO VII

DE LA DIRECCION GENERAL DE PROCEDIMIENTOS,

DICTAMENES Y RESOLUCIONES

ARTICULO 21.- La Dirección General de Procedimientos, Dictámenes y Resoluciones depende del Visitador, y sus competencias son:

I. Tramitar el expediente de las quejas e investigaciones de oficios, solicitando informes a las autoridades señaladas presuntivamente como responsables, recibir y desahogar las pruebas que ofrecieren las partes, y efectuar las inspecciones que se estimen conducentes para el esclarecimiento de los hechos;

II. Formular y presentar al Visitador los proyectos de dictámenes, recomendaciones u observaciones por las que se den a conocer los resultados de los procedimientos, informando, en su caso, sobre la comisión o no de violaciones a los Derechos Humanos, así como el nombre y cargo de quien o quienes las hayan llevado a cabo, y

III. Las demás que le sean conferidas en otras disposiciones legales.

TITULO V

DEL PROCEDIMIENTO DE DENUNCIA E INVESTIGACION

CAPITULO I

DE LA COMPETENCIA Y LEGISLACION

ARTICULO 22.- La Comisión de Derechos Humanos podrá iniciar y proseguir de oficio o por queja el procedimiento de investigación encaminado a esclarecer las violaciones cometidas a los Derechos Humanos de los habitantes del Territorio Nacional y, de conformidad con las limitaciones que imponga el Derecho Internacional y en coordinación con la Secretaría de Relaciones Exteriores, las cometidas en contra de los mexicanos residentes en el extranjero.

ARTICULO 23.- Estarán legitimadas para presentar sus quejas a la Comisión, todas aquellas personas que tuvieren conocimientos de violaciones a los Derechos Humanos, resultaren o no perjudicadas por ellas.

CAPITULO II

DEL PROCEDIMIENTO

ARTICULO 24.- Las quejas deberán presentarse por escrito y firmarse por quien las formule. Una vez recibidas se estudiarán de inmediata, canalizándose a la instancia correspondiente las quejas que no supongan violaciones a los Derechos Humanos.

Si el reclamante no sabe escribir, se le brindará por parte de la Comisión el apoyo indispensable para documentar su queja. Igualmente se proporcionará servicio de traducción cuando esta sea indispensable.

Admitida la queja, se abrirá expediente y se solicitará a las autoridades señaladas como presuntas responsables, el envío de un informe sobre los hechos que se reclamen.

ARTICULO 25.- En los términos del Artículo 27, Fracción IV de la Ley Orgánica de la Administración Pública Federal y del Artículo 5o., Fracción VI del Decreto que creó la Comisión, todas las dependencias y autoridades de los Poderes de la Unión, así como de los Poderes Estatales y Municipales, están obligadas a proporcionar, veraz y oportunamente, la información y documentación que solicite la Comisión Nacional de Derechos Humanos. La omisión de esta obligación fincará la responsabilidad que hubiere lugar.

ARTICULO 26.- Recibidos o no los informes se abrirá un término probatorio, cuya duración determinará el Visitador teniendo en cuenta la gravedad del caso y la dificultad para allegarse las distintas probanzas. Las partes podrán ofrecer toda clase de pruebas y la Comisión recabarlas de oficio, siempre que no fueren contrarias al Derecho ni a la Moral.

ARTICULO 27.- El nombre de las personas que informen a la Comisión de hechos relacionados con la violación a los Derechos Humanos será mantenido en la más estricta reserva.

ARTICULO 28.- La Comisión llevará a cabo aquellas investigaciones que, a su juicio, fueren necesarias para la completa integración del expediente.

ARTICULO 29.- Las gestiones realizadas ante la Comisión serán gratuitas, y en la tramitación de las quejas, la Comisión se apartará de todo burocratismo y formalismo.

ARTICULO 30.- La Comisión conocerá quejas respecto a hechos y omisiones violatorios de Derechos Humanos, dentro del plazo de un año, contando a partir de la fecha en que se pudo tener conocimiento de ellos.

CAPITULO III.

DE LAS RECOMENDACIONES Y DICTAMENES.

ARTICULO 31.- Concluido el término probatorio, el Visitador entregará al Presidente un proyecto de recomendación, analizando en él los hechos reclamados, los informes de las autoridades, los resultados de las investigaciones practicadas en su caso, y valorando las pruebas que hubieren sido ofrecidos, a efecto de determinar si, en su opinión, se cometió o no una violación a los Derechos Humanos y quién es el presunto responsable de ella.

ARTICULO 32.- El contenido de la recomendación será dado a conocer a la autoridad que, en opinión de la Comisión, hubiere cometido violaciones a los Derechos Humanos, sin perjuicio de presentar la denuncia penal correspondiente en los casos en que a su juicio exista un delito.

Independientemente de lo anterior, el Presidente de la Comisión dará cuenta en los informes que rinda el presidente de la República de las recomendaciones dictadas y del cumplimiento que a ellas se hubiere dado.

TITULO VI.

DE LAS RECOMENDACIONES E INFORMES DE LA COMISION.

ARTICULO 33.- El Presidente de la Comisión rendirá semestralmente un informe al Presidente de la República, exponiendo las labores llevadas a cabo durante ese período. En el mismo se precisarán el número y tipo de quejas presentadas; las autoridades señaladas como responsables; la cooperación brindada por los organismos públicos y privados a la Comisión y el acatamiento a sus recomendaciones por quienes hubieren sido a su juicio, responsables de violaciones a los Derechos Humanos.

En el mismo informe, se darán a conocer aquellas prácticas de los poderes públicos que, aún cuando no constituyan directamente violaciones a los Derechos Humanos, pudieren sin embargo entorpecer su ejercicio. Este informe se hará público de inmediato.

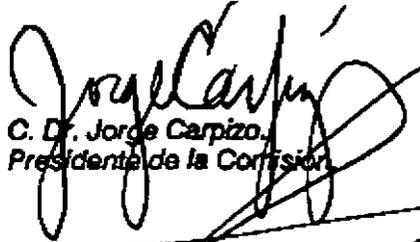
Las recomendaciones y sugerencias de la Comisión no estarán supeditados a autoridad alguna y frente a ellas no procederá ningún recurso.

ARTICULOS TRANSITORIOS

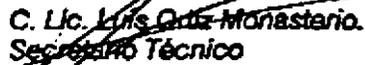
PRIMERO.- La vigencia de este Reglamento Interno comenzará a surtir efecto al día siguiente de su publicación.

SEGUNDO.- El artículo 30 entrará en vigor un año después de la publicación de éste Reglamento.

Reglamento aprobado unánimemente por el Consejo de la Comisión Nacional de Derechos Humanos en sesiones de los días 18 de junio y, 2 y 9 de julio de 1990.



C. Dr. Jorge Carpizo,
Presidente de la Comisión



C. Lic. Luis Cruz Monasterio,
Secretario Técnico

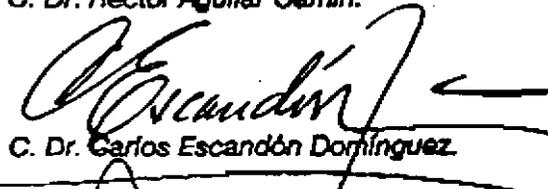
CONSEJEROS



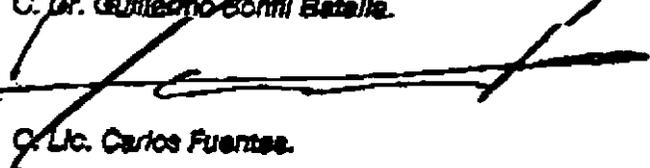
C. Dr. Héctor Aguilar Camín.



C. Dr. Guillermo Bonfil Batalla.



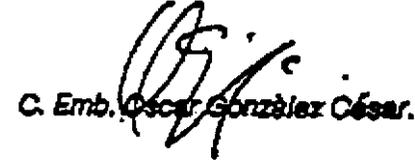
C. Dr. Carlos Escandón Domínguez.



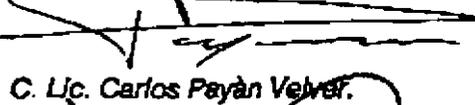
C. Lic. Carlos Fuentes.



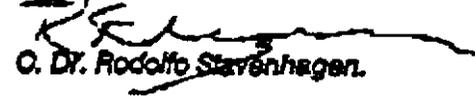
C. Lic. Javier Gil Castañeda.



C. Emb. Oscar González César.



C. Lic. Carlos Payán Velver.



C. Dr. Rodolfo Stavenhagen.



C. Dr. Salvador Valencia Carmona.



INTEGRANTES DE LA COMISION NACIONAL DE DERECHOS HUMANOS

DR. JORGE CARPIZO

Presidente de la Comisión Nacional de Derechos Humanos, ocupó en la Universidad Nacional Autónoma de México diversos cargos académicos y administrativos. Fungió como Abogado General, Coordinador de Humanidades y Director del Instituto de Investigaciones Jurídicas. Finalmente, de 1985 a 1989 desempeñó el cargo de rector en la Máxima Casa de Estudios.

Ha recibido 21 premios y distinciones en el país y en el extranjero, entre los que destaca el Premio de Investigación en Ciencias Sociales; medallas Henri Capitant, de Francia; Distinción Eisenhower Fellowship; doctorados honoris causa de las Universidades de Columbia y Autónoma de Campeche.

En México y en el extranjero, el doctor Carpizo es considerado un especialista en materia de derechos humanos. Al respecto ha publicado los siguientes ensayos y artículos: "Los Derechos Humanos en México"; "La Convención Americana sobre Derechos Humanos y la Constitución Mexicana".

También ha participado en congresos y seminarios, como el Coloquio sobre Asilo y Protección Internacional de Refugiados en América Latina; el Congreso Mexicano Israelita sobre Derechos Humanos; el Seminario Derechos Humanos e Internacionales; la conferencia Los Derechos Humanos en México; la mesa redonda El Futuro de los Derechos Humanos y el seminario los Nuevos Derechos Humanos.

Es miembro fundador de la Academia Mexicana de Derechos Humanos desde 1984, de la Comisión Organizadora de la Sesión de Ense-

ñanza sobre la Protección Internacional de los Derechos del Hombre, co-organizador del Congreso Mexicano Israelita sobre Derechos Humanos y miembro del Consejo Consultivo del Centro de Asesoría y Promoción Electoral de San José de Costa Rica.

El doctor Carpizo ha recibido dos distinciones importantes: el Premio René Cassin en 1986, y el Premio Continental (1988) otorgado por el Congreso Judío Latinoamericano.

Secretario Técnico

LUIS ORTIZ MONASTERIO

Ingresó al servicio exterior mexicano en 1964. Comisionado en las embajadas de México, en Cuba, Canadá, Costa Rica y República Dominicana. Coordinador general de la Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados y director general de Derechos Humanos de la Secretaría de Gobernación.

Profesor visitante del Colegio de Defensa Nacional y del Curso de Seguridad Nacional de la Armada de México. Miembro fundador del Centro Latinoamericano de Estudios Estratégicos, 1982, y de la Academia Mexicana de Derechos Humanos.

Secretaria Ejecutiva

ROSARIO GREEN

Licenciada en relaciones internacionales por la UNAM, con maestría en economía en la Universidad de Columbia, Nueva York, E.U. Ha sido profesora de El Colegio de México, la UNAM y la Universidad Iberoamericana. Ha publicado numerosos libros y artículos en diversos países e idiomas, sobre temas como deuda externa y política exterior. Ha sido asesora de organismos internacionales, como la

Organización de Naciones Unidas para el Desarrollo Industrial (ONUDI), y el Sistema Económico Latinoamericano (SELA). Fue representante de México ante el Banco Mundial, y directora general del Instituto Matias Romero de Estudios Diplomáticos de la Secretaría de Relaciones Exteriores. Fungió como directora ejecutiva de la Comisión sobre el Futuro de las Relaciones México-Estados Unidos y como embajadora de México ante la República Democrática Alemana.

Visitador

JORGE MADRAZO CUELLAR

Es licenciado en derecho por la UNAM. Realizó estudios de especialización en derecho constitucional y administrativo. Maestría y doctorado en la Facultad de Derecho de la misma

casa de estudios. Desde 1975, ha ocupado diferentes cargos dentro de la UNAM, además de ser profesor titular por oposición en derecho constitucional. Ha impartido conferencias en diversas instituciones de educación superior en México, Estados Unidos, España, Francia, Colombia, Argentina y Costa Rica.

Ha publicado más de 40 ensayos sobre derecho constitucional y universitario, el libro "El Sistema Disciplinario de la UNAM" y actualmente se encuentra en imprenta su libro "Reflexiones Constitucionales", coeditado por la UNAM y la Editorial Porrúa.

Es miembro del Instituto Iberoamericano de Derecho Constitucional y de la Comisión Nacional de Justicia para los Pueblos Indígenas de México.

Integran el Consejo de la Comisión Nacional de Derechos Humanos, mexicanos de reconocido prestigio.

HECTOR AGUILAR CAMIN

Es licenciado en ciencias y técnicas de la información, egresado de la Universidad Iberoamericana. Posteriormente se doctoró en historia en El Colegio de México.

Es autor de varios libros, editor y coeditor de diversas obras y coautor de volúmenes colectivos. También es director editorial de la revista NEXOS, director de Ediciones Cal y Arena y miembro de la Comisión Binacional sobre el Futuro de las Relaciones de México y Estados Unidos. En 1986 recibió el Premio Nacional de Periodismo.

GUILLERMO BONFIL BATALLA

Ha sido vice-presidente de la Academia Mexicana de Derechos Humanos y miembro de la Comisión de Justicia para los Pueblos Indígenas.

Fue director general del Instituto Nacional de Antropología e Historia y Actualmente es coordinador nacional del seminario de Estudios de la Cultura.

CARLOS ESCANDON DOMINGUEZ

Es rector de la Universidad Iberoamericana. Fue miembro en 1988 del Senado Universitario. Es miembro fundador de la Sociedad Internacional Pro-Valores Humanos E. Fromm-S. Zubirán (1988). Actualmente se desempeña como coordinador de la licenciatura en teología del Colegio Cristo Rey y relator de la mesa de trabajo " Los Valores Humanistas de la Educación en México".

CARLOS FUENTES

Realizó estudios de derecho en la Universidad Nacional Autónoma de México y tomó cursos en el Instituto de Altos Estudios Internacionales en Ginebra. Fue becario del Centro Mexicano de Escritores.

Fundó y dirigió, con Emmanuel Carballo, la Revista Mexicana de Literatura. Es colaborador en las principales publicaciones de Estados Unidos, Europa y Latinoamérica; imparte conferencias, seminarios y cursos de literatura hispanoamericana e inglesa en instituciones de diversos países. Fue embajador de México en Francia.

Desde 1972 es miembro del Colegio Nacional. Recibió el Premio Nacional de Literatura y Lingüística 1984 y Premio Cervantes 1987.

JAVIER GIL CASTAÑEDA

Licenciado en medicina por la UNAM. Es coordinador de la Comisión Nacional de la Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas (UNORCA). Es miembro de la Comisión Permanente de la misma. Integrante de la Comisión Ejecutiva del Congreso Agrario Permanente. Es asesor de proyectos económicos en la Unión Agropecuaria Ejidal, Art. 27 Constitucional de Jerécuaro, Gto.

Es considerado un incansable defensor de los derechos de los campesinos mexicanos.

OSCAR GONZALEZ CESAR

Ha sido coordinador de la Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados (COMAR), de la Secretaría de Gobernación. Ha ocupado diversos cargos en asociaciones sindicales, campesinas y populares, es asesor de la Liga de Comu-

nidades Agrarias y Sindicatos Campesinos del Estado de México y Coordinador Nacional del Programa de Descentralización de la Cultura, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes.

CARLOS PAYAN VELVER

Es licenciado en derecho por la UNAM. Fue investigador del Patronato de la Historia de la Revolución, subdirector de Fomento Cooperativo de la Secretaría de Industria y Comercio, asesor del director del FOVI del Banco de México y director de crédito del INFONAVIT.

También se desempeñó como director editorial de la revista La República y director editorial de la revista Línea del PRI, fundador y subdirector del periódico UNO MAS UNO, actualmente es director general del periódico La Jornada, director editorial de Tiempo Extra Editores y de 180° Editores. Es miembro fundador de la Academia Mexicana de los Derechos Humanos.

CESAR SEPULVEDA

Graduado en la Facultad de Derecho de la UNAM. Maestría en historia en la Facultad de Filosofía y Letras. Realizó estudios de especialización en derecho internacional público. Profesor en la Facultad de Derecho y del seminario de teoría del Estado y derecho internacional en la misma facultad, de la que después fue director de 1962 a 1966. Profesor huésped de la Universidad de Michigan, y de otras universidades extranjeras, profesor honoris causa de la Universidad de Querétaro y doctor honoris causa por la Universidad de Nuevo México, Estados Unidos.

Embajador de México ante la República Federal de Alemania, de 1983 a 1987.

Presidente de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la OEA (1978-1985), y actualmente miembro de la Comisión Internacional de las Naciones Unidas.

Ha recibido diferentes condecoraciones nacionales y de gobiernos extranjeros. Ha publicado numerosas obras de historia, de crítica y derecho de la propiedad industrial y de derecho internacional.

RODOLFO STAVENHAGEN

Es doctor en sociología por la Universidad de París y maestro de antropología social por la Escuela Nacional de Antropología e Historia. Actualmente preside la Academia Mexicana de Derechos Humanos. Es profesor-investigador de El Colegio de México y miembro del Consejo Directivo del Instituto Interamericano de Derechos Humanos con sede en Costa Rica.

SALVADOR VALENCIA CARMONA

Actualmente es rector de la Universidad Veracruzana. Fue director de asuntos jurídicos de la Asociación Nacional de Universidades e Institutos de Enseñanza Superior (ANUIES), ha sido profesor visitante en la Universidades de Querétaro y Estado de México, también es miembro de la Comisión Nacional de Evaluación de la Educación Superior y, durante varios años, ocupó diversos cargos judiciales en Veracruz.

**Organo de Difusión mensual de la
Comisión Nacional de Derechos Humanos.**

Directorio

Presidente:
Jorge Carpizo

Secretario Técnico:
Luis Ortiz Monasterio

Consejo:
Héctor Aguilar Camín
Guillermo Bonfil Botalla
Carlos Escandón Domínguez
Carlos Fuentes
Javier Gil Castañeda
Oscar González César
Carlos Payán Vélver
César Sepúlveda
Rodolfo Stavenhagen
Salvador Valencia Carmona

Secretaria Ejecutiva:
Rosario Green

Visitador:
Jorge Madrazo Cuellar

**Director General de Divulgación
y Capacitación**
Fernando de la Mora Bermejillo

Directora de Divulgación
Dulce María Méndez García

Redacción:
Juan Antonio Reboulen Bernal

Editado e Impreso por:
Talleres Gráficos de la Nación

Formación y Diseño:
Omar Ocampo

